



**HAL**  
open science

## Mexique, changement de régime

Georges Couffignal

► **To cite this version:**

Georges Couffignal. Mexique, changement de régime. Cahiers des Amériques Latines, 2000, 2 (34), pp.5-10. halshs-00364109

**HAL Id: halshs-00364109**

**<https://shs.hal.science/halshs-00364109>**

Submitted on 5 Dec 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# CHRONIQUE

GEORGES COUFFIGNAL



À L'ENTRÉE DE TOLUCA, CAPITALE DE L'ÉTAT DE MEXICO ET BASTION DU PRI, LA STATUE DE ZAPATA CONTINUE À MONTER LA GARDE. LES ÉLUS PASSENT, LES SYMBOLES RESTENT (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

---

## MEXIQUE : CHANGEMENT DE RÉGIME

GEORGES COUFFIGNAL \*

**L**E 2 JUILLET DERNIER, à la surprise de nombre d'observateurs, Vicente Fox Quesada gagnait aisément les élections présidentielles mexicaines. Il obtenait en effet 42,52% des voix et distancait largement le candidat du PRI, Francisco Labastida Ochoa (36,10 %). Cuauhtémoc Cardenas, qui lors de l'élection présidentielle de 1988 avait fait trembler le PRI, n'obtenait que 16,64 % des suffrages. Cette victoire, qui n'a engendré aucun trouble de rue (à la différence de ce qui s'était passé en 1988), appelle plusieurs commentaires.

1) La manière dont se sont déroulées ces élections montre que la société mexicaine dans son ensemble était mûre pour l'alternance, cet événement politique que Jean Louis Quermonne a défini comme l'alternative non violente à la révolution. Cela était loin d'aller de soi.

En effet, les électeurs n'avaient jamais connu d'autre régime que celui du PRI, un parti qui se confondait entièrement avec l'État. Ses ramifications corporatistes dans l'ensemble de la société avaient permis pendant très longtemps une transmission satisfaisante des demandes sociales au pouvoir politique d'une part, et des décisions politiques au corps social d'autre part. Le changement de modèle économique opéré dans les années 1980, avec la crise de la dette et les " réformes structurelles " imposées par les créanciers internationaux, ont progressivement démantelé la plupart des instruments de contrôle dont disposait l'État-PRI.

Mais celui-ci n'en demeurait pas moins au pouvoir. Car s'il est une donnée profonde du comportement politique mexicain, c'est bien celle de la peur des changements brutaux, une peur née des troubles sanglants de la très longue révolution mexicaine. C'est cette peur qui explique en grande partie la victoire incontestée, avec plus de 50 % voix, d'Ernesto Zedillo en 1994. Il avait été élu dans un contexte de fortes tensions, avec le soulèvement zapatiste et l'assassinat du candidat du PRI, Luis Donaldo Colosio. Dans ce climat, réitérer le vote

\* Professeur de Sciences politiques, Université Paris III, Institut des hautes études de l'Amérique latine

d'opposition de 1988 eut été hasardeux. Mieux valait la sécurité du PRI, même si ce parti n'avait plus beaucoup de ressources politiques à offrir.

Pour ne pas connaître de changements brutaux, les électeurs mexicains ont donc préféré expérimenter d'abord l'alternance au niveau local. Dès la fin des années 80, la ville de Chihuahua était conquise par le PAN. Tout au long de la décennie 90, ce parti a conquis les principales villes du pays et quelques États. En 1997, c'était au tour du PRD de conquérir la capitale. L'électorat s'est aussi essayé à plusieurs types d'alternance. Il a redonné Chihuahua au PRI. À Morelia, le PRD a succédé au PAN, lequel avait succédé au PRI. Ces changements politiques ont parfois dû être imposés par la rue à un pouvoir central qui voulait les ignorer. Mais une fois opérés, il n'y eut nulle part le chaos. Le changement pouvait être pacifique, et souvent s'avérer bénéfique.

À cela il convient d'ajouter la prise de distance avec le PRI affichée dès sa prise de fonction par le chef de l'État élu en 1994. Ernesto Zedillo, en effet, a annoncé d'entrée de jeu qu'il voulait établir une "saine distance" entre le pouvoir politique et le PRI. Il opérait ainsi une rupture symbolique majeure, puisque dans ce système politique le vrai chef du parti, le leader intouchable, la figure politique la plus sacralisée était le président de la république. Or cet homme annonçait que l'État pouvait ne pas se confondre totalement avec le PRI. Il disait qu'il pouvait négocier, dialoguer avec d'autres formations politiques. Il le faisait sans trop de difficultés dès 1997. Le PRI ayant perdu la majorité absolue des sièges à la chambre, la présidence sut en effet négocier des alliances conjoncturelles (en général avec le PAN) pour faire passer ses textes.

Enfin, pour comprendre ce changement de comportement électoral, il convient de souligner le rôle considérable joué par l'Institut fédéral électoral (IFE) depuis 1994. Toute une pédagogie du vote citoyen a été patiemment mise en œuvre par cet organisme. Des contrôles rigoureux et tout à fait neufs de la régularité des élections ont été opérés. L'électeur s'est progressivement aperçu que son vote avait des chances d'être respecté. Il faut d'ailleurs noter, sur ce point, que le Mexique est probablement l'un des pays qui est allé le plus loin dans la mise en place d'institutions indépendantes du pouvoir politique pour organiser et contrôler l'ensemble du processus électoral.

L'alternance était donc possible et plausible. La surprise est surtout venue de l'ampleur de la victoire de Fox. S'agit-il pour autant d'une adhésion massive de l'électorat à l'idéologie paniste ? Certainement pas. Fox a gagné car il a su réunir des électors divers, capitaliser à la fois le vote protestataire anti-PRI, le vote PAN traditionnel, et attirer une partie de l'électorat flottant des classes moyennes. Il sut les rassurer par ses engagements et ses prises de position centristes, en particulier sur le terrain de l'école, de la religion et des mœurs, ou encore sur celui des symboles de l'indépendance mexicaine, comme sa promesse de ne pas remettre en cause le statut public de la compagnie pétrolière Pemex.

2) La situation politique actuelle ressemble fort à celle de 1997. Le président ne dispose pas d'une majorité absolue à la chambre. Il devra donc nécessairement composer avec les autres partis politiques pour faire passer ses projets. Le PRI est la première formation tant au Congrès qu'au Sénat. Dans la première chambre, il dispose de 210 sièges, contre 207 pour le PAN, 53 pour le PRD et 15 pour le Parti Vert (4 petits partis se partagent les 15 sièges restants). Dans la seconde, il y est largement majoritaire avec 60 sièges, contre 46 au PAN, 15

au PRD, 5 aux Verts et 2 aux petits partis. Fox va donc devoir négocier en permanence avec les chambres. Quelles alliances vont naître, sur quels textes ou quels programmes ? PAN-PRI ? PAN-PRD ? PRI-PRD ? Le jeu apparaît compliqué et très ouvert.

Mais Fox se trouve aussi devant une situation totalement inédite. L'appareil d'État, depuis des décennies, est aux mains de fonctionnaires totalement identifiés au PRI. Comment va se comporter la haute fonction publique ? Sera-t-elle loyale à un nouveau pouvoir qui, certes, a affiché sa volonté de travailler avec tous, quelles que soient leurs appartenances politiques. Mais la nouvelle équipe devrait cependant opérer des changements significatifs dans les cadres de l'administration, donc dans les clientèles traditionnelles du PRI. Comment réagiront les exclus ? Comment se comporteront ceux qui conserveront leur emploi ? En dépit des risques évidents de cette situation, des frustrations et désirs de revanche qu'elle peut engendrer, le pire n'est probablement pas à redouter. L'expérience de l'alternance dans les grandes capitales régionales – et dans la ville de Mexico – laisse plutôt à penser que cette mutation devrait s'opérer sans trop de problèmes. Les fonctionnaires locaux ont dans l'ensemble été loyaux aux nouveaux dirigeants. L'armée semble elle aussi jouer la loyauté. Mais la manière dont sera résolu le conflit du Chiapas sera révélatrice de son comportement vis-à-vis le nouveau pouvoir.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble de la classe politique mexicaine doit apprendre aujourd'hui à faire ce qu'elle n'a jamais fait, à savoir négocier avec des forces politiques opposées, rechercher des compromis, travailler dans la transparence, sous regard de l'opinion publique, toutes choses fort éloignées de la culture priiste.

3) Effet induit de l'ALENA ? L'évolution des partis politiques mexicains, à l'examen des comices électoraux des cinq dernières années, laisse inévitablement penser à une certaine forme d'"américanisation". De plus en plus, on est en présence de simples machines électorales, qui ne se mobilisent vraiment qu'au moment des élections, pour faire gagner leur leader au niveau local ou national. Celui-ci, de plus, n'a pas été désigné selon des procédures internes au parti, mais à l'issue de primaires ouvertes (tout le monde peut voter, qu'il soit ou non membre du parti), sur le modèle de nombre des États américains. Le PRI, le PAN et le PRD ont désigné de cette manière leur champion pour les présidentielles. Le charisme, les réseaux, le marketing politique sont alors beaucoup plus importants que les programmes ou les idées. De fait, les plates-formes des trois principaux candidats étaient assez proches. D'ailleurs, que signifie aujourd'hui, en termes idéologiques, être membre du PRI ? Ou du PRD ? Ou du PAN ? Si la distance idéologique entre le PAN et le PRD était aussi grande que l'affirment leurs dirigeants, auraient-ils pu, de 1997 à 2000, mener tant de batailles législatives ou électorales de concert ? La dernière en date au moment où sont écrites ces lignes sur l'élection, en août 2000, d'un gouverneur soutenu par ces deux partis au Chiapas, ce qui mit fin à 70 ans d'hégémonie du PRI dans cet état.

Certes, chacun de ces trois grands partis a son identité, qui est surtout le fait de son électorat, souvent aisément identifiable à l'aide des catégories traditionnelles (classes sociales, populations marginalisées, secteurs inscrits dans la modernité, etc.) Mais l'analyse des résultats montre que tous ont su mordre sur

l'ensemble de l'électorat. À cet égard, les trois années à venir avant les élections législatives de 2002 seront décisives pour le futur des grands partis.

Le PRI saura-t-il survivre à sa défaite électorale et ne pas éclater en diverses formations, menées chacune par ce qu'on appelle au Mexique un "dinosaur" ? Les multiples organisations corporatistes du PRI, dans le champ syndical, en milieu paysan, dans les organisations populaires, au sein des petites et moyennes entreprises, sauront-elles survivre à cette situation complètement nouvelle : la perte de leurs relais organiques avec l'appareil d'État ?

Qu'advient-il du PRD, après le troisième échec consécutif du plus charismatique de ses fondateurs, tandis que l'un des autres co-fondateurs, Porfirio Muñoz Ledo, a rejoint Fox et le PAN. Alors aussi que de 1988 à 2000 le parti n'a pas su se doter des structures d'un grand parti de masses, fonctionnant souvent avec la " culture priiste " d'adhésion à un ou à des leaders sans vie politique autonome ?

Quant au PAN, à la fois parti de cadres et parti " attrape tout " (*catch all party*), il semble bien que Fox n'ait aucun projet pour en faire une formation politique à sa disposition. Ce parti canalise d'ailleurs des électors très divers, depuis le catholicisme conservateur (qui avait motivé sa création en 1939), jusqu'à l'électorat néo-libéral adepte de la nouvelle économie, qui ne jure que par le marché et refuse toute régulation étatique.

4) Les incertitudes de la période à venir sont donc nombreuses. L'équipe Fox a d'immenses chantiers à affronter. Outre le dossier du Chiapas déjà signalé, Zedillo lui a légué la bombe à retardement que constitue la faillite du système bancaire avec le dossier Fobaproa. La réforme de la police, de la justice, la lutte contre la corruption, sont des défis dont on se demande comment ils peuvent être relevés. Par ailleurs, des tensions vont inévitablement se faire jour à l'intérieur des États fédérés, dont la majorité est gouvernée par le PRI. La "fédération" mexicaine, qui était en fait un État hyper centralisé lorsque pouvoir central et pouvoirs locaux dépendaient du président, va peut-être devoir devenir une réalité, c'est à dire reconnaître une large autonomie aux États fédérés. Les rapports avec les États-Unis, avec la question migratoire et celle du narco-trafic, seront sans doute compliquées. On pourrait continuer encore longtemps cette énumération des difficultés qu'aura à affronter la nouvelle équipe.

Dans les trois mois qui ont suivi sa victoire électorale, Fox a cherché à rassembler et non à exclure. Il avait conscience de la faiblesse de ses soutiens et a été d'une extrême prudence. La question qui se posait au moment où il allait prendre ses fonctions était de savoir s'il disposerait de relais politiques suffisants, dans la société et dans l'appareil d'État, pour mener à bien tous ces chantiers. C'était toute l'inconnue politique de la période qui s'ouvrait. Sur le plan économique en revanche, il était probable que le Mexique n'ait pas à redouter de crises similaires à celles du passé. Les fondamentaux de l'économie étaient sains et les réactions des investisseurs avaient été plutôt positives à la victoire de Fox. L'ALENA y était probablement pour quelque chose...

Le Mexique était-il en train de vivre le changement historique le plus radical de son histoire ? Faudra-t-il demain renverser le dicton célèbre attribué à Porfirio Díaz et dire désormais " Heureux Mexique, si loin de Dieu et si près des États-Unis " ?